

FORUM MONDIAL POUR LES REFUGIES

**AFRIQUE DE L'OUEST
ET DU CENTRE**

**POINT D'AVANCEMENT
SUR LES ENGAGEMENTS
14-15 DECEMBRE 2020**



Les 14 et 15 décembre 2020, à la veille du premier anniversaire du Forum mondial sur les réfugiés (GRF), le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) ont coorganisé une réunion régionale en ligne pour faire le point sur les progrès réalisés et les actions nécessaires pour la mise en œuvre des engagements pris lors du GRF et du Segment de haut niveau sur l'apatridie.

La réunion a été l'occasion de faire le point sur les résultats observés et les défis rencontrés, ainsi que sur l'impact des engagements et initiatives en vue du prochain forum sur les réfugiés et à mi-parcours de la campagne mondiale pour mettre fin à l'apatridie d'ici 2024.

Le HCR, la CEDEAO et la CEMAC, ainsi que les représentants des États membres, des sociétés civiles, des ONG, des acteurs humanitaires ont renouvelé leurs engagements et leur volonté de les traduire en action concrètes de solidarité envers les réfugiés, les pays et les communautés qui les accueillent, et de mettre fin à l'apatridie d'ici 2024.

Un an après le Forum mondial, le contexte dans lequel ces engagements ont été pris a changé de manière radicale : le nombre des personnes déracinées, déjà record, a encore augmenté à travers le monde et dans la région, alors que la pandémie de Covid-19 a durement mis à l'épreuve les standards internationaux de protection des réfugiés.

Parmi les 1 400 engagements pris lors du Forum mondial, 55 engagements l'ont été par des États et des partenaires régionaux pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. 34 d'entre eux sont en cours et 3 sont déjà accomplis. Sur les 360 engagements soumis lors du Sommet de haut niveau sur l'apatridie, 77 l'ont été pour la région.

Les participants à la réunion ont mis en avant l'impact négatif du COVID-19 sur la mise en œuvre des engagements : la pandémie a non seulement accentué les sujets déjà sensibles – accès à l'éducation ou aux moyens de subsistance ; objectifs de réinstallation ; vulnérabilité des personnes déracinées – mais aussi empêché la tenue d'activités prévues ou détourné des ressources financières allouées.

La tenue d'élections cette année dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre a également eu un impact, affectant les plans de mise en œuvre et en particulier les activités impliquant les autorités nationales de ces pays.

En dépit des défis relevés, les participants ont partagé des exemples de réalisations notables. Concernant la lutte contre l'apatridie, la Côte d'Ivoire a été le premier pays d'Afrique à adopter une procédure de détermination du statut d'apatride, une aide pour les milliers de personnes dans le pays dépourvues de nationalité. Ont également été soulignés l'adoption par le Tchad d'une législation progressive sur l'Etat civil, la publication au Mali d'une étude sur l'apatridie ou encore l'adoption par le Cameroun et la République centrafricaine de plans d'action nationaux pour mettre fin à l'apatridie.

Les participants ont partagé les progrès réalisés en faveur de la protection de population déracinées, à l'image des efforts menés par la CEDEAO afin de promouvoir la domestication et la mise en œuvre de la Convention de l'Union Africaine relative aux personnes déplacées en Afrique (Convention de Kampala, adoptée en 2009). La

collaboration entre le Niger et la France pour la mise en œuvre du groupe d'appui pour l'asile

Les discussions ont également abordé les opportunités de financement disponibles dans la région en appui à la réalisation des divers engagements.

Les participants ont fait part de leur détermination à accélérer le rythme de la mise en œuvre de leurs engagements en faveur de la solidarité, du partage des responsabilités, afin d'assurer l'inclusion des personnes déracinées dans les plans nationaux, ainsi et que de mettre fin à l'apatridie d'ici 2024.

Les participants ont réaffirmé leur volonté de se tenir informés des progrès réalisés et de travailler de concert avec l'ensemble des Etats et parties prenantes à cet effort mondial.

Afin de répondre au besoin que des actions concrètes fassent suite à cette réunion, la CEDEAO va appuyer ses Etats Membres, à travers son rôle de plaidoyer, de coordination ainsi que de suivi et évaluation du GRF et HLS. La CEDEAO travaillera étroitement avec les ministères intersectoriels afin d'appuyer ses Etats Membres dans la réalisation de leurs engagements. Un appui technique et financier sera cependant nécessaire pour ce faire.

Un plan de route pluriannuel a été agréé, visant à faciliter l'opérationnalisation des engagements. Ce plan sera mis en œuvre sous la conduite de la CEDEAO jusqu'au prochain forum sur les réfugiés et la fin de la campagne contre l'apatridie.

Les participants à cette réunion ont également convenu de développer des indicateurs exhaustifs en appui à un événement de haut-niveau, prévu en décembre 2021 et ayant pour objectif de mesurer les progrès réalisés et les actions nécessaires en vue du prochain Forum sur les réfugiés, programmé en 2023.

Résumé des Engagements pris pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre lors de Forum Mondial pour les Réfugiés

Pledges	Areas of focus
<ul style="list-style-type: none"> • 48 engagement • 13 Etats • 1 Organisation régionale • 1 média • 1 ONG • 27 engagements globaux couvrant la région 	<ul style="list-style-type: none"> • Solutions • Capacité de protection • Education • Emplois et moyens de subsistance • Energie et infrastructure • Partage de la charge et des responsabilités • Santé

CONTACTS

Regional Bureau for West & Central Africa

Romain Desclous, Senior Communication Officer: desclous@unhcr.org, Tel: +221 78 639 6385

Antoine Sfeir, Regional Reporting Officer: sfeira@unhcr.org, Tel: +221 77 332 58 57

Twitter : [@UNHCRWestAfrica](https://twitter.com/UNHCRWestAfrica) – Facebook : [UNHCR West & Central Africa](https://www.facebook.com/UNHCRWestAfrica)